

INFLATION ET CHOMAGE

(1) L'inflation française est une réalité historique

L'inflation existe depuis que la monnaie existe. Elle a particulièrement été forte en France.

-Pendant 197 ans, de 1803 à 1998, les Français ont utilisé le franc comme monnaie. (Le nouveau franc n'étant qu'un multiple par 100 de l'ancien franc).

-Pendant 125 ans, de 1803 à 1928, le franc n'a subi aucune dévaluation, malgré plusieurs guerres, plusieurs révolutions, plusieurs régimes politiques, et il valait toujours ses 290,32 milligrammes d'or fin du début en 1927.

-Puis pendant 59 ans, de 1928 à 1987, le franc a dévalué 21 fois, soit plus d'une dévaluation tous les 3 ans. Il ne valait en 1969 (à la treizième dévaluation) que 1,6 milligramme d'or fin. Ensuite, l'étalon or ayant été abandonné en 1971, il devient difficile de « mesurer » la valeur du franc. Mais 8 autres dévaluations suivront jusqu'en 1987.

-A partir de 1987 et pendant 11 ans, l'inflation française tombe aux environs de 2%, comme l'inflation des 11 pays européens qui ont décidé d'avoir une monnaie commune. Le système mis en place fonctionnant efficacement, les monnaies nationales sont abandonnées et les 11 pays sont unis par une monnaie commune, adoptée le 31 décembre 1998 à 12 h 30.

(2) L'inflation n'a qu'une seule cause

Quand la demande devient supérieure à l'offre, un déséquilibre apparaît. Les prix augmentent et l'inflation corrige automatiquement le déséquilibre. Mais il lui faut toujours un certain délai pour que la correction puisse se faire.

(3) L'inflation a de très nombreuses origines.

1/L'inflation peut être d'origine climatique. De mauvaises récoltes réduisent l'offre et lors d'une disette, les prix explosent. On accuse souvent les spéculateurs d'en être responsables. A l'inverse le passage de la production artisanale à la production industrielle augmente l'offre et s'oppose ainsi fortement à l'inflation.

2/L'inflation peut être d'origine démographique L'allongement de la vie augmente de façon importante les dépenses des retraités qui consomment plus longtemps sans produire plus.

3/L'inflation par l'augmentation des coûts de production est importante en France

-Une augmentation globale des salaires ou une réduction globale du temps de travail (congrés payés, abaissement de l'âge de la retraite ou 35 heures payées comme 39) crée un déséquilibre entre offre et demande : elle est donc automatiquement inflationniste. Mais l'inflation a besoin de temps pour obtenir le rééquilibre. Il existe donc toujours une augmentation immédiate et illusoire du pouvoir d'achat, augmentation que détruit secondairement l'inflation.

-Une augmentation des charges fiscales ou des contraintes réglementaires pesant sur les entreprises est tout aussi inflationniste. Par exemple, l'indexation des salaires sur les prix a été plusieurs fois utilisée, puis abandonnée, car trop inflationniste. Mais en 1969, on a créé le SMIC, qui oblige les bas salaires à progresser plus rapidement que l'inflation...

-En France, les contraintes sur les entreprises sont bien plus nombreuses que partout ailleurs.

4/L'inflation par excès de création monétaire semble rester la cause principale d'inflation. L'Etat crée de la monnaie nouvelle, pour des raisons en général fort louables. La demande augmente sans que l'offre le fasse et l'inflation survient. La création monétaire excessive donne même souvent des hyperinflations. La France a connu l'hyperinflation en 1795 avec les assignats.

5/L'inflation par déficit d'investissements est aussi très importante.

-La suppression de la concurrence est inflationniste : les entreprises ne sont plus poussées à investir pour faire baisser les prix et prendre ainsi des parts de Marché.

-L'imposition sélective des entrepreneurs est inflationniste, car elle chasse les entrepreneurs. Un fonctionnaire, même excellent gestionnaire, n'est pas payé pour prendre des risques.

-L'imposition sélective des capitalistes est inflationniste, car elle chasse les capitaux

Un pays qui supprime la concurrence, chasse ses entrepreneurs et ses capitaux, s'oppose aux investissements de ses entreprises: il maintient le pays dans l'inflation, la pauvreté et le chômage.

(4) L'inflation d'origine salariale est devenue fréquente en France du fait que de nombreux Français croient aux idées de Karl Marx (1818-1883) affirmant que les patrons « exploitent » leurs salariés. À la violence des patrons doit s'opposer la violence des salariés : c'est la nécessaire lutte des classes. Grèves partielles, grèves générales, manifestations dans la rue, émeutes, voire révolution sont justifiées. Il existe actuellement en France, en plus du pouvoir politique démocratiquement élu, un deuxième pouvoir basé sur une certaine violence : le pouvoir de la rue.

Pour les marxistes, l'Etat doit se substituer totalement au Marché pour gérer l'économie. La concurrence est supprimée. Partout où le système a été mis en place (URSS, Chine, etc.) inflation et chômage ont été supprimés, mais au prix du goulag. Et le pays est maintenu dans la pauvreté.

(5)Aujourd'hui, les Français sont majoritairement d'accord avec les idées de John Maynard Keynes (1883-1946). Contrairement à Marx, Keynes pense que l'état doit respecter le libre comportement économique des individus dans le Marché. Mais ce libre comportement aboutit toujours à un défaut majeur. Les entreprises ne remettent pas dans le Marché la totalité de leurs bénéfices. Cette rétention de monnaie fait que la demande reste inférieure à l'offre. Il y a « surproduction » Les entreprises licencient et le chômage aggrave la situation.

Pour Keynes, l'Etat doit donc contraindre les entreprises à remettre sur le Marché cette monnaie inutilisée, par la fiscalité ou par la loi. Il doit aussi relancer l'économie en créant des chantiers ou distribuant de la monnaie nouvelle aux consommateurs pour augmenter la demande.

En pratique, la relance keynésienne a toujours été un échec du fait de l'inflation.

(6)Le choix de la fiscalité retentit sur l'inflation : Il existe 4 grands types de fiscalités

1/L'imposition des entreprises.

Elle est immédiatement inflationniste, car elle augmente les prix de revient. Or plus de 100 impôts ou taxes toucheraient nos entreprises.

Elle est secondairement inflationniste, en privant l'entreprise des fonds propres dont elle a besoin pour investir et des bénéfices dont elle a besoin pour attirer les capitaux. Nos entreprises, si elles restent en France, ne peuvent plus se développer.

2/L'imposition « sélective » des riches est inflationniste.

-L'impôt progressif sur le revenu chasse de France ceux qui espèrent avoir de gros revenus par leur travail. Un million de jeunes français dynamiques travailleraient maintenant hors de France.

-L'imposition du capital chasse et les entreprises et les capitaux sous des cieux meilleurs.

3/L'imposition non progressive des revenus -type CSG -réduit immédiatement la demande. : elle s'oppose à l'inflation. Mais elle réduit aussi secondairement la part des revenus qui se seraient investis : elle devient alors inflationniste.

4/L'imposition de la consommation -type TVA -augmente les prix, mais réduit la demande. Elle est immédiatement inflationniste, mais s'oppose secondairement à l'inflation en contraignant les entreprises à baisser leurs prix pour conserver leurs clients.

Par ailleurs, l'imposition de la consommation touche aussi les produits importés. Elle favorise ainsi la compétitivité des entreprises nationales, en augmentant le prix des produits étrangers.

Tandis que l'imposition des entreprises et des « riches » favorise l'inflation, l'imposition des revenus et de la consommation s'oppose finalement à l'inflation.

(7) De 1945 à 1969, maîtrise partielle de l'inflation et surchauffe.

Après une phase d'hyperinflation marquant les 4 années d'après guerre (58,7 % en 1948) l'inflation française est contenue aux environs de 3 % après 1953.

Mais pendant toute cette période, ce qui caractérise l'économie française, c'est la progression rapide du PIB : plus de 5,7 % par an en moyenne. Les entreprises françaises doivent importer de la main d'œuvre étrangère pour arriver à satisfaire la demande. Pour acheter un logement, une voiture ou une machine à laver, il faut des mois, voire des années d'attente.

De nombreuses explications ont été données à cette « pénurie » sans chômage : par exemple la reconstruction, le plan ou le plan Marshall. Mais l'explication monétariste risque d'être la meilleure. Tandis que le gouvernement crée d'un côté trop de monnaie, il s'oppose de l'autre à l'inflation par un contrôle des prix suffisamment efficace pour empêcher l'inflation de rééquilibrer totalement demande et offre. La demande reste en permanence supérieure à l'offre. Le chômage disparaît.

Cette pénurie est à rapprocher de la pénurie des pays communistes où salaires et prix sont déterminés par le plan, alors que le chômage est aussi inexistant, puisque tout le monde est salarié de l'Etat. Mais comme la production reste toujours inférieure aux prévisions, la demande est en permanence supérieure à l'offre. Il n'y a cependant pas d'inflation, car le goulag punit toute augmentation de prix illégale. Mais il existe une différence fondamentale entre les 2 pénuries. Dans la pénurie française où la concurrence règne, le PIB progresse très rapidement. Dans la pénurie communiste sans chômage apparent et sans concurrence, l'économie stagne lamentablement.

(8) De 1970 à 1998 Eradication totale de l'inflation avec montée du chômage

De 1969 à 1982, l'inflation est de retour. Elle dépasse 13% de la population active dès 1974.

Puis à partir de 1981, les gouvernements européens, décidés à s'unir dans une monnaie commune, utilisent tous une nouvelle politique de lutte contre l'inflation. De 1982 à 1986, l'inflation chute de 13 % à 3%, et finalement se stabilise à moins de 2% après 1994. Le franc dévalue une dernière fois le 11 janvier 1987. L'inflation est totalement éradiquée en Europe.

Mais la lutte contre l'inflation ralentit le développement économique. Le chômage grimpe inexorablement en France de 1975 (2,7%) à 1985 (10%) Il fait ensuite jusqu'en 2007 de grandes oscillations autour de ce chiffre.

(9) Milton Friedman (1912-2006) est avec l'école de Chicago, le troisième économiste qui a marqué profondément la vie des peuples. Pour Friedman, 4 points sont essentiels:

1/Il n'y a pas de meilleur régulateur de l'économie que le libre comportement des individus dans le Marché, avec des entreprises restant soumises à la concurrence. Au sein de l'entreprise, la répartition des profits entre capital et travail doit se faire par un contrat librement négocié.

2/ La part idéale d'intervention de l'Etat dans l'économie se situe aux environs de 18-20%. En dessous, les mafieux risquent d'utiliser l'économie à leur profit. Au-dessus, plus la part de l'Etat est grande, plus l'économie stagne. L'intervention de l'Etat français dépasse 50%.

3/L'inflation, par les mesures qu'elle contraint d'appliquer pour s'y opposer, est source de chômage.

4/Le système à parité fixe liant 2 monnaies et utilisé depuis des siècles par les Etats a un inconvénient majeur : il rend de moins en moins compétitives les entreprises du pays où l'inflation est la plus forte. Le chômage apparaît. Une dévaluation devient nécessaire. Quand le Marché détermine quotidiennement la parité des monnaies, les crises monétaires sont évitées. Une monnaie commune est un système à parité fixe sans dévaluation possible

Le Chili du général Pinochet en 1975, la Chine d'après Mao en 1976, l'Angleterre de Margaret Thatcher en 1979, L'Amérique de Ronald Reagan en 1980, l'Irlande en 1988 ou l'Allemagne de Schröder en 2004 ont mis en pratique les idées de Milton Friedman. Inflation et chômage disparaissent, que le gouvernement soit de droite ou de gauche, une dictature ou une démocratie.

(10) L'inflation aboutit au chômage de deux façons

1/Le passage d'un marché national à un Marché européen et mondial a été rendu responsable du chômage. En fait l'augmentation de la taille du Marché stimule l'activité économique, mais modifie les entreprises. Certaines disparaissent, alors que d'autres prennent une taille mondiale.

2/Il existe un chômage par insuffisance de création monétaire.

Depuis 1983, l'inflation a totalement été éradiquée par l'utilisation d'un système parfaitement efficace. Le gouvernement renonce à la création monétaire. La banque centrale indépendante en a le monopole. Elle s'oppose à l'inflation en mettant moins de monnaie sur le Marché Ce système s'oppose parfaitement à l'inflation. Mais plus l'inflation par les coûts est forte, plus la quantité de monnaie mise sur le Marché est faible. Plus la progression du pouvoir d'achat se réduit. Le chômage apparaît à partir d'un certain seuil.

Pour s'opposer à ce type de chômage, il ne faut pas demander à la banque centrale de créer plus de monnaie : une telle action ne serait qu'inflationniste. Il faut d'abord supprimer l'inflation par les coûts et la banque centrale pourra alors mettre plus de monnaie sur le Marché.

Théoriquement même, un gouvernement peut non pas uniquement supprimer totalement un comportement inflationniste, mais choisir volontairement un comportement anti-inflationniste. En augmentant par exemple les impôts sur le revenu pour financer des subventions aux entreprises. Les prix baisseront automatiquement, et la création monétaire pourra être encore plus importante. La surchauffe risquerait alors de remplacer le chômage... Le pouvoir d'achat risquerait de rester en permanence supérieur à l'offre, comme en France avant 1969

3/ Il existe un chômage par non compétitivité

Quand deux monnaies sont unies par une parité fixe, l'inflation par les coûts peut être plus rapide dans un des 2 pays. Les consommateurs des 2 pays achètent de moins en moins de produits fabriqués dans le pays le plus inflationniste. La parité fixe exporte progressivement les capitaux et l'activité dans le pays le moins inflationniste et elle importe le chômage dans le pays à forte inflation. La dévaluation redonnant aux 2 monnaies une parité conforme à la réalité économique déplace en sens inverse et immédiatement l'activité économique.

Mais si les gouvernements tardent à dévaluer, le chômage atteint la cote des 20%. Il devient alors responsable de troubles sociaux de plus en plus graves exigeant parfois l'intervention sanglante de l'armée. Les spéculateurs interviennent et obligent à dévaluer. De nombreuses crises monétaires émaillent l'histoire des parités fixes. Actuellement, 24% des jeunes Français sont au chômage.

Le traitement curatif de ce chômage est la dévaluation. Le traitement préventif est l'utilisation des cours flottants : le Marché donne la parité au jour le jour.

(11) Inflation et monnaie unique.

Choisir une monnaie unique, c'est utiliser un système à parité fixe sans pouvoir dévaluer.

Depuis des siècles une monnaie unique soude les états américains entre eux, chaque état ayant sa propre politique sociale ou fiscale, sa propre inflation. Jusqu'à maintenant, la monnaie unique n'a pas abouti à une crise monétaire grave aux USA. Il y a plus de problèmes entre les différents Etats qui constituent le Brésil.

Depuis 1999, onze pays européens ont choisi l'euro et la BCE maintient l'inflation à 2%.

Depuis 2004 les Allemands ont choisi une politique salariale et sociale moins inflationniste. De ce fait la BCE a pu augmenter la quantité de monnaie qu'elle met sur le Marché et chômage régresse en Europe. La France en profite et ses exportations vers l'Allemagne augmentent.

Mais depuis 1999 gouvernements et salariés français s'unissent pour alourdir les coûts de production. Les entreprises françaises sont de moins en moins compétitives. L'activité économique quitte la France pour l'Allemagne. Déficit budgétaire, déficit commercial et chômage annoncent une crise monétaire sans dévaluation possible...

Un traitement d'urgence est possible: remplacer les charges pesant sur les entreprises par des impôts réduisant la consommation, type TVA. Ce qui a le même effet qu'une dévaluation. L'activité économique se réduira en Allemagne et augmentera en France.

Mais un traitement de fond est tout aussi indispensable. La France doit adopter une politique sociale et salariale moins inflationniste que l'Allemagne. Ceci rendra nos entreprises définitivement compétitives et surtout permettra à la BCE de créer encore plus de monnaie non inflationniste augmentant ainsi le niveau de vie de tous les européens.

(12) Mais le peuple français et ses dirigeants sont-ils capables de changer ainsi de comportement ?